

MONT DE MARSAN AGGLOMÉRATION	ARRÊTÉ DU PRÉSIDENT N°2025/0006
SERVICE ÉMETTEUR Direction des Pôles Techniques Service Stratégies Territoriales	OBJET : Déclaration de projet n°3 emportant mise en compatibilité du PLUi <hr/> Nomenclature Acte : 2.1.9

Le Président de Mont de Marsan Agglomération,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.103-2 à L.103-5, L.153-54 à L.153-59, L.300-2 et R.153-15 à R.153-17 ;

Vu le PLUi de Mont-de-Marsan Agglomération approuvé le 12 décembre 2019 et ses évolutions ultérieures en vigueur :

- déclaration de projet n°1 approuvée le 09 mars 2023
- déclaration de projet n°2 en cours d'approbation

Vu les statuts de Mont-de-Marsan Agglomération,

Considérant que le PLUi nécessite des adaptations pour permettre la construction d'une centrale photovoltaïque au sol sur la commune de Mazerolles ;

Considérant les orientations du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) du PLUi approuvé, à savoir :

« AXE 3 : Pour un territoire durable, à énergie positive, (f)acteur du développement
Promouvoir les énergies renouvelables »

Considérant que le projet précité revêt un caractère d'intérêt général et s'intègre ainsi dans l'axe 3 du PADD rappelé ci-dessus ;

Considérant que, conformément aux articles L.153-54 à L.153-59 du code de l'urbanisme, le PLUi peut faire l'objet d'une mise en compatibilité avec une opération faisant l'objet d'une déclaration de projet ;

Considérant que la déclaration de projet aurait pour incidences d'apporter notamment des adaptations suivantes au PLUi :

Evolution du règlement graphique :

- Déclassement de 1,67 ha en zone N
- Reclassement de 1,67 ha en zone Auenr.

Considérant que Mont-de-Marsan Agglomération compétente en matière de PLUi peut en application de l'article L.300-6, se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une opération d'aménagement ;

Considérant que la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLUi fera l'objet d'une réunion d'examen conjoint de l'État, de Mont-de-Marsan Agglomération, de la commune de Mazerolles et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'urbanisme ;

Considérant que la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLUi fera l'objet d'une enquête publique d'une durée d'un mois minimum conformément aux dispositions des articles L.153-54 et L.153-55 du code de l'urbanisme.

ARRETE

Article 1 : En application des dispositions du Code de l'Urbanisme , une procédure de déclaration de projet n°3 emportant mise en compatibilité du PLUi de Mont-de-Marsan Agglomération est engagée ;

Article 2 : La déclaration de projet n°3 du PLUi de Mont-de-Marsan Agglomération apporte des adaptations qui portent notamment sur le règlement graphique : déclassement de 1,67 ha en zone N et reclassement de 1,67 ha en zone Auenr ;

Article 3 : Une réunion d'examen conjoint portant sur les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du PLUi sera organisée avec les services de l'État, Mont-de-Marsan Agglomération, la commune de Mazerolles et les personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme avant mise à l'enquête publique ;

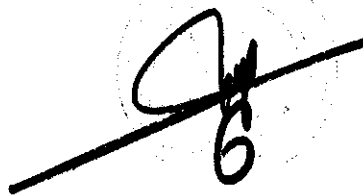
Article 4 : La déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLUi fera l'objet d'une enquête publique d'une durée d'un mois minimum, conformément aux dispositions de l'article L.153-55 du code de l'urbanisme, dont le dossier comprendra notamment la présentation de l'opération d'aménagement, justifiant notamment de son caractère d'intérêt général, le dossier de mise en compatibilité du PLUi, l'avis de l'autorité environnementale, le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint, l'avis de la commission départementale des espaces naturels, agricoles et forestiers ;

Article 5 : A l'issue de l'enquête publique, le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLUi éventuellement amendé pour tenir compte des avis des personnes publiques associées et des observations du public, sera soumis à une délibération du conseil communautaire en vue de la déclaration d'intérêt général du projet qui emportera approbation de la mise en compatibilité du PLUi ;

Fait à Mont de Marsan, le 03 janvier 2025

Charles DAYOT

Président de Mont de Marsan Agglomération



Le présent arrêté peut, s'il est contesté dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de son affichage ou de sa notification aux intéressés faire l'objet d'un recours administratif gracieux auprès de mes services ou d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Pau (par courrier ou par la plateforme www.telerecours.fr).